



VIGILANCE & ACTION

"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".

N° 238 Mars 2009

Bulletin de liaison bimestriel du MIL

<http://www.lemil.org>

GAUCHE, EXTRÊME GAUCHE, CRISE... ATTENTION, DANGER

par Jacques ROUGEOT, professeur émérite à la Sorbonne

Les mots restent, les choses changent. Ainsi en est-il du mot «gauche». Cela fait plus de deux siècles qu'il appartient au vocabulaire politique français. Même s'il est difficile à définir, il est perçu comme familier. Il est rangé dans un tiroir où on le laisse dormir. Si l'on est de droite, on sait une fois pour toutes que la gauche est mauvaise.

Inutile d'y revenir, passons à des sujets d'actualité plus excitants. En fait, c'est exactement comme cela qu'on perd les batailles politiques. Nous vivons, à bien des égards, un moment historique crucial. La crise économique et financière, à la fois révélatrice et cause accélératrice, ne nous permet plus d'ignorer que les cartes sont

profondément rebattues. La gauche n'échappe pas au mouvement, elle est en phase de transformation, et même de mutation. Si la droite ne s'en avise pas et continue paresseusement à combattre la gauche d'hier, elle s'expose à de cruels déboires.

ÉLECTIONS FUTURES : LA GAUCHE EN POSITION DE FORCE

Les images mentales ont la vie dure. Celle que l'on a le plus souvent de la gauche aujourd'hui, remonte aux années Mitterrand. On peut en rappeler très schématiquement les grands traits.

Le trait principal se résume à une équation : gauche égale PS. Depuis l'amenagement du parti communiste, le PS détient à gauche une position dominatrice, quasi monopolistique. Les autres constituants (les débris du PC, l'extrême gauche, etc.) sont comme quelques grains de poivre sur le plat de résistance. Depuis Mitterrand, le PS est devenu un parti du gouvernement. La vie politique française est donc décrite comme une sorte de balançoire qui amène au pouvoir tantôt le PS, tantôt la droite, organisée autour du RPR, puis de l'UMP. La bipolarisation de l'élection présidentielle institutionnalise, en quelque sorte, ce fonctionnement de la V^{ème} République.

Sur ces bases, on analyse très facilement la situation actuelle. Le PS, dit-on, est en voie de décomposition : plus de doctrine depuis l'écroulement du marxisme, pas de projet, pas de programme, pas de chef incontesté et, au contraire, une guerre des chefs, ou plutôt des cheftaines, plus inexpiable encore. En guise de couronnement, le congrès de Reims qui a atteint des sommets dans le genre bouffon. Conclusion : le PS est hors-jeu, il n'a aucune chance de reconquérir le pouvoir. Dormez en paix, bonnes gens de droite. CQFD.

Le raisonnement est impeccable, sauf qu'il ne tient pas compte des leçons de la

réalité. Même si la vie politique française devait se poursuivre en régime de croisière (hypothèse favorable à la droite mais fort peu vraisemblable), il suffirait de regarder en face l'histoire relativement récente pour retomber sur terre assez brutalement. Rappelons donc très sommairement que cette apparente décomposition du PS ne date pas d'hier. Déjà en 1993, il subit une catastrophe électorale qui suscite, de la part des observateurs patentés, exactement les mêmes commentaires qu'aujourd'hui. Beaucoup annoncent sa disparition pure et simple. Résultat : quatre ans après, en 1997, il est vainqueur dans un scrutin national (législatives) et, par la suite, il remporte des victoires écrasantes dans tous les scrutins locaux, départementaux et régionaux. Les péripéties burlesques de ces derniers mois auraient-elles fini par lui porter un coup fatal ? Nullement, puisque une élection législative partielle organisée en Gironde deux semaines après le congrès de Reims permet à la gauche d'enlever une circonscription jusqu'alors détenue par l'UMP. On peut aligner les conjectures pour expliquer ce paradoxe (peut-être, entre autres, remarquer que l'électorat de gauche, ne se sent pas mal à l'aise dans le désordre), les faits sont là, massifs et répétés.

Pour rester encore un instant sur ce terrain électoral traditionnel, on aurait tort de croire que la désorganisation du PS est sans remède. Martine Aubry, qui n'a rien d'une sœur prêcheuse inspirée, galvanisant jusqu'à l'extase les foules de gauche, est en revanche une femme méthodique et acharnée, qui plus est avide de revanche.

Elle est en train de reprendre en main son parti, de le remettre en ordre de bataille. La cavalcadante Marie-Ségolène a remporté de réels succès en prenant des initiatives spectaculaires destinées à donner un brillant nouveau à la vie politique. Mais, avec le temps et surtout avec les rigueurs de la crise, le brillant semble hors de propos, il ne paraît plus que clinquant et sa grande prêtresse est en train de glisser, dans les médias, de la rubrique politique à la rubrique «people». Martine Aubry a donc le champ libre. C'est elle qui distribue les places et bien des «royalistes», dans l'intérêt supérieur du parti, bien entendu, sont prêts à renoncer à une attitude d'opposition stérile. Certains même, prenant acte du déclin de leur passionaria, se sentent en mesure de reprendre et de ranimer le flambeau défaillant : n'est-ce pas, monsieur Peillon ?

Ainsi, même en imaginant le scénario le plus paisible et le plus conformiste, la gauche a dans son jeu de très bonnes cartes électorales et ce serait une preuve d'inconscience coupable, de la part de la droite, que de faire preuve d'un optimisme qui n'a aucune raison d'être.

Mais qui plus est, ce scénario, qui est le moins défavorable, est aussi le moins probable. Dès maintenant (et le phénomène est sans doute appelé à s'amplifier), la vie politique française est marquée par deux nouveautés qui bouleversent la donne : la nouvelle configuration de la gauche au profit de l'extrême gauche et, bien entendu, la crise d'une gravité sans précédent qui nous fait vivre un moment historique crucial.

L'EXTRÊME GAUCHE, INSPIRATRICE ET MOTEUR DE LA GAUCHE

La présence de l'extrême gauche n'est certes pas une nouveauté dans la vie politique française. A première vue, on est même frappé par son caractère de permanence depuis près de quarante ans. Arlette Laguiller, qui a toujours été considérée comme un personnage un peu folklorique, suscite depuis un certain temps un attendrissement nostalgique lorsqu'elle ressort de sa boîte à chaque élection présidentielle. Quant à Alain Krivine, dont le nom rime dangereusement avec naphtaline, il fait ce qu'il peut pour faire penser que sa flamme révolutionnaire est intacte sous son physique embourgeoisé. Rien dans tout cela de très attirant ni de très effrayant. La routine. Les programmes étaient restés tout aussi agressifs, mais personne ne pensait qu'ils eussent la moindre chance de jouer le moindre rôle dans la politique réelle.

Pourtant, cette image appartient maintenant au passé. Qu'est-ce donc qui a changé, et pourquoi ?

On constate d'abord l'application d'une sorte de loi de la physique politique. Lorsque, dans un camp, un parti dominant apparaît comme vigoureux, dynamique, sûr de lui et de ses idées, aux avant-postes du mouvement, il attire et intègre une bonne partie des éléments actifs et ambitieux de son camp et il marginalise les extrêmes. Le PS de Mitterrand, toujours officiellement marxiste, promoteur de l'union de la gauche, partenaire et vainqueur des communistes, conquérant, a absorbé et utilisé les ingrédients les plus disparates, de la gauche chrétienne aux trotskistes de Cambadélis. Quant au parti de François Hollande, institutionnalisé, fonctionnarisé, déboussolé, ne sachant comment se rallier au libéralisme sans le dire ouvertement (sauf Delanoë qui n'a pas fini de payer son erreur), reposant essentiellement sur des notables locaux et régionaux soucieux de conserver leurs confortables fiefs en se méfiant de l'idéologie comme d'une peste, un tel parti produit un effet répulsif sur les hommes et les femmes de gauche les plus convaincus, les plus engagés et les plus déterminés. Or ces gens-là, qui sont de la graine de militants, existent à gauche. Ne trouvant plus dans les structures en place un exutoire à leur besoin d'activité, ils sont allés voir ailleurs, à la gauche de la gauche. La défaillance du PS a créé un appel d'air au profit de l'extrême gauche.

Cette réalité apparaît aujourd'hui en pleine lumière, mais elle n'est pas née par génération spontanée. Elle a été assez longtemps sous-jacente, et elle a connu un premier révélateur avec l'élection présidentielle de 2002. La vraie nouveauté de ce scrutin, c'est que les candidats de la gauche non socialiste ont rassemblé plus de 15 % des votants, alors que, précédemment, ils plafonnaient à 3 ou 4 %. Les groupuscules, jusqu'alors électoralement

négligeables et quelque peu dédaignés, ont provoqué, sans le vouloir vraiment, la chute de l'éléphant Jospin et la fin du règne absolu du PS à gauche.

Pour que cette nouvelle configuration prit véritablement forme et fût clairement perceptible pour l'opinion publique, il fallait un catalyseur. C'est le rôle joué par Besancenot. On a tout dit sur son physique juvénile, sur sa façon de parler, compréhensible par tous et débarrassée des oripeaux du langage révolutionnaire stéréotypé et démodé. Ces attributs du «style Besancenot» envoyaient au musée les grands anciens et donnaient l'impression qu'une gauche nouvelle, moderne, était née. La position élevée de Besancenot dans les sondages montre à quel point la jobardise est répandue dans notre pays, même à droite, puisqu'on ne semble guère s'être avisé que, sous des apparences futiles, les idées et les programmes sont restés tout aussi extrêmes.

Il résulte de tout cela que les rapports à l'intérieur de la gauche sont bouleversés. Hier, le PS ne dominait pas seulement par sa masse, il était aussi le moteur de la gauche, il fixait le cap, le programme et la stratégie. Les «gauchistes» étaient soigneusement tenus à distance et utilisés occasionnellement comme force d'appoint. Aujourd'hui, l'extrême gauche n'a pas seulement progressé numériquement, elle fait partie intégrante de la gauche et elle en est devenue dans une large mesure le moteur, sur le terrain et même pour les idées. Les manifestations de ces nouveaux rapports sont très visibles pour peu qu'on ouvre les yeux.

Ce qui frappe d'abord, c'est que le PS et l'extrême gauche s'inscrivent dans une continuité. On passe du gros du parti à la gauche du parti, puis à «la gauche de la gauche», hors du parti, progressivement, sans rupture. Trois noms permettent de jalonner ce parcours : Hamon, Mélenchon, Besancenot.

Benoît Hamon est à l'intérieur du PS, où il représente l'aile gauche (courant Emmanuelli). Il y occupe une position forte (sa motion recueillie près de 20 % des voix au congrès de Reims) et officiellement reconnue, puisqu'il est, en titre, le porte-parole du parti. Sa proximité avec l'extrême gauche est bien mise en valeur par le propos d'un «royaliste», rendant compte d'une séance du bureau national du PS : «Beaucoup de textes étaient rédigés par les amis de Benoît Hamon dans une tonalité assez proche de ce que peut faire la Ligue communiste révolutionnaire» (c'était juste avant la fondation du Nouveau parti anticapitaliste). Remarquons au passage la différence avec l'époque précédente : il y a une trentaine d'années, Cambadélis, avec ses amis trotskistes, s'était intégré au PS pour jouer

le rôle d'organisateur, de stratège et de faiseur de rois, alors que Benoît Hamon s'efforce d'en être l'idéologue et de peser sur ses idées et son programme.

A l'autre bout de la chaîne, le NPA de Besancenot précise ainsi son objectif : «dépasser la LCR et prendre le meilleur des traditions du mouvement ouvrier, qu'elles soient trotskistes, socialistes, communistes, libertaires ou guévaristes». Belle profession d'œcuménisme. Entre les deux, Mélenchon, qui vient de quitter le PS, essaie de servir de trait d'union entre les différentes tendances de la gauche, extrême ou non.

Le courant unitaire à gauche est si porteur que Ségolène Royal elle-même s'y rallie en affirmant : «Il n'y a pas de barrière infranchissable entre ces trois composantes que sont la gauche de gouvernement, les mouvements sociaux qui luttent sur le terrain et ce qu'on appelle en France l'extrême gauche». Quel chemin parcouru depuis la campagne présidentielle de 2007 ! On se souvient de la scène, racontée par elle-même, où Ségolène Royal, jouant le rôle de Roméo, venait (métaphoriquement) chanter une mélodie tentatrice sous le balcon de François Bayrou qui, Juliette effarouchée, tenait farouchement à conserver sa virginité politique.

C'est ici le moment de couper les ailes, une fois de plus, à un canard boiteux que certains optimistes de droite s'efforcent désespérément de faire voler. Ils s'imaginent que Besancenot pourrait jouer, électoralement, le même rôle aux dépens de la gauche que Le Pen hier au détriment de la droite, en captant et en gelant un électorat important dont la gauche de gouvernement serait ainsi privée. C'est oublier que la condition *sine qua non* de l'instrumentalisation de Le Pen par Mitterrand et ses émules était la diabolisation du Front national, de façon à le rendre infréquentable et à le couper totalement de la droite de gouvernement. Besancenot, au contraire, bien loin d'être diabolisé, est à la fois courtois et redouté par toute la gauche, électoralement plus rassemblée que jamais.

L'extrême gauche est donc non seulement bien intégrée à la gauche en général, elle est de plus un pôle d'attraction et un moteur. Sa force s'exerce à la fois dans le domaine des idées et dans l'action «sur le terrain».

On reviendra plus loin sur les idées. Sur le terrain, la domination de l'extrême gauche est due au fait qu'elle détient, à gauche, le monopole du militantisme. Ce ne sont évidemment pas les bobos de Delanoë ni les amis encoconnés des notables locaux qui vont mouiller leur chemise. Tous ceux qui ont le cœur à gauche et la fibre militante se retrouvent non pas parmi les adhérents à 20 euros, ventre mou du parti institutionnel et fonctionnarisé, mais dans les rangs de la

gauche extrême, de part et d'autre de la frontière du PS. Beaucoup sont jeunes : les étudiants socialistes de l'UNEF soutiennent Benoît Hamon. L'inaction leur pèse, ils ont l'impression d'avoir le vent en poupe et ils ont envie d'en découdre.

Il faut redire ici le rôle essentiel, quoique souvent méconnu, tenu par les militants dans l'inactivité politique. Ils ne servent pas seulement à coller des affiches et à distribuer des tracts, encore que ces actions soient déjà fort utiles en elles-mêmes car les affiches permettent de faire passer un message de façon frappante à un grand nombre de personnes. Si on leur donne à promouvoir une cause qu'ils prennent à cœur, ils multiplient très forte-

ment les effets des impulsions données par la tête. Ils servent, au sens propre, à animer le combat, c'est-à-dire à lui donner une âme. Une campagne non relayée par des militants demeure lettre morte. Aucune société de service grassement rémunérée ne peut remplir le même office. Un camp politique sans militants est comme un véhicule sans organes de transmission : le conducteur peut toujours appuyer sur l'accélérateur, le véhicule fera du sur-place. Ce sont des vérités de base dont la droite pourrait s'aviser, au lieu d'accorder trop souvent une confiance béate aux petits maîtres de la communication.

La nouvelle configuration de la gauche ne concerne pas seulement la gauche elle-

même : elle affecte la vie politique française tout entière de façon pernicieuse. Le Parti socialiste, qui semblait devoir être contraint par les faits à renoncer à certaines folies, s'abandonne maintenant, aiguillonné par l'extrême gauche, à d'anciens démons qui, à peine assoupis, sont toujours prêts à se réveiller. La gauche, malgré ses querelles de famille, ses rivalités, ses affrontements internes, reprend espoir et pugnacité. Sans scrupules, sans considération de l'intérêt national, elle concentre toute son action au service de son idée fixe : porter des coups au président et au gouvernement. Elle est malheureusement aidée dans son entreprise par l'ampleur et la profondeur de la crise mondiale.

LA CRISE INSTRUMENTALISÉE PAR LA GAUCHE

On ne s'avisera pas ici de faire des pronostics sur l'évolution et l'issue de la crise économique que nous subissons. Vu la constance avec laquelle les experts se sont trompés ces dernières années, on pourrait prendre l'inverse de leurs prévisions actuelles pour avoir une chance de tomber juste. Mais comme, aujourd'hui, ils disent tout et son contraire, nous ne disposons même pas de ce recours paradoxal.

D'ailleurs, si nous voulons commencer à évaluer les dégâts, le présent nous fournit déjà une riche matière. Cette crise, en effet, se caractérise non seulement par ses réalités concrètes, matérielles, chiffrables, mais aussi par la façon dont elle est perçue, par la représentation mentale qu'on en a généralement. On a dans l'ensemble l'impression qu'elle est insaisissable, d'abord par sa naissance, par ses causes et par son mécanisme. Comment en est-on arrivé à une catastrophe planétaire en partant de quelques Américains qui ne pouvaient plus payer les traites de leurs emprunts immobiliers ? Elle est insaisissable aussi par son étendue et par ses développements : d'origine financière, elle a ensuite contaminé l'économie et elle relève maintenant de l'action politique, avec une forte composante psychologique et émotionnelle, laquelle réagit à son tour sur les facteurs précédents. Comment la circonscrire ? Quelles formes prendra-t-elle ? Jusqu'où ira-t-elle ? La seule certitude, c'est que rien n'est certain et que tout est possible.

Quel est le rapport entre tout cela et le danger de la gauche en France ? C'est que rien n'est plus déconcertant, déstabilisant et pernicieux que cette espèce de vertige collectif, en partie irrationnel, qui brouille les esprits face à la crise, et que la situation instable ainsi créée offre un terrain de manœuvre idéal pour la gauche à la remorque de l'extrême gauche.

L'occasion est belle et inespérée, en effet, de remettre en selle de vieilles idées recouvertes par la poussière du temps. L'argumentation est simple : si on peut faire

un constat certain, dit-on, c'est que le libéralisme (ou le capitalisme) a fait faillite. Dès lors, les idées opposées retrouvent une légitimité toute naturelle et le parti «anticapitaliste» de Besancenot est en phase avec la situation présente. Ce raisonnement peut porter, puisque l'économie de marché (qu'on l'appelle libéralisme ou capitalisme) reçoit l'adhésion spontanée et profonde des hommes (et des femmes) qui ont l'esprit d'entreprise, c'est-à-dire d'une minorité. Dans la masse, et même à gauche, beaucoup s'étaient ralliés (ou simplement résignés) parce que, après l'écroulement du collectivisme étatique, l'économie de marché apparaissait comme seule capable de créer des richesses, d'apporter une certaine prospérité. Mais si les apparences se retournent contre elle, si elle paraît engendrer la crise et la pénurie, elle est bien vite vilipendée et condamnée.

Les idées et les formules à la Besancenot ont toujours été professées, mais, jusqu'à présent, elles passaient pour des vieilles lunes qui suscitaient le sourire. Elles sont maintenant prises en considération. Sans être formellement adoptées par le PS, elles infléchissent et même inspirent les positions de ce parti dans la mesure où elles meublent, même misérablement, le vide sidéral de sa réflexion générale. En dépit, ou plutôt à cause, de leur caractère outrageusement simpliste, elles peuvent séduire un certain «peuple de gauche» qui, il n'y a pas si longtemps, gobait goulûment les slogans caricaturaux des communistes. Et après tout, quand un pays comme l'Islande peut passer en quelques jours de la réussite financière à la faillite, quand les nationalisations sont d'actualité dans les pays de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan, combien de têtes sont assez solides pour être capables de tracer la frontière entre le raisonnable et le surréaliste ?

La crise actuelle ne brouille pas seulement les esprits, elle peut aussi perturber gravement les comportements. Dans l'état d'instabilité intellectuelle et d'inquiétude

émotionnelle que chacun peut constater, toutes sortes de réactions collectives peuvent être envisagées. Un incendie peut éclater à tout moment, de manière imprévisible, à propos d'une question importante ou insignifiante. Parmi les composantes de la gauche que le parti de Besancenot prétend rassembler, la mention des «guévaristes» n'est pas simplement décorative. C'est une façon de se réclamer de l'exemple d'un homme, auquel Besancenot a consacré un livre fervent, qui a pratiqué la révolution armée et que les travaux historiques récents font apparaître sous son vrai jour, non pas celui d'un héros romanesque, mais celui d'un meurtrier sanguinaire jouissant du spectacle de ses crimes.

Bien entendu, les militants extrémistes, qui sont la «force de frappe» de la gauche, ne considèrent pas la situation actuelle en simples spectateurs. Leur action peut prendre la forme syndicale, par exemple dans le cadre de Sud, capable de perturber gravement les communications de notre pays grâce aux positions qu'il tient dans les chemins de fer et dans la Poste. Ils sont aussi présents partout où il y a des dépôts de feu et ils s'efforcent d'y déverser du combustible afin d'étendre et, qui sait ?, de généraliser l'incendie. Les situations les plus scabreuses et les plus explosives (c'est le cas de le dire) ont leur préférence. Leur projet stratégique est de faire la jonction avec d'autres groupes qui sont prêts à employer la violence pour faire triompher leur cause particulière. C'est ainsi qu'ils ont participé activement aux manifestations palestiniennes, prétendument anti-sionistes, en fait anti-juives, organisées par des immigrants musulmans. Besancenot, décidément très actif, n'a pas manqué d'aller en Guadeloupe pour prendre des leçons, comme il le dit lui-même ouvertement, et importer en métropole les violences, au caractère de plus en plus nettement raciste, dont ce DOM est le théâtre. En jouant de façon provocante avec le racisme (anti-blanc il est vrai) et l'antisémitisme, les extrémistes de gauche se

complaient à manier de la nitroglycérine. Ils n'ont pas été dénoncés par la gauche, dont ils sont le fer de lance, ni condamnés par la Halde de M. Schweitzer, dont la sensibilité se révèle une fois de plus sélective.

Les analyses qui précèdent ne sont inspirées par aucune intention apocalypti-

que. Elles ne constituent pas une prophétie, ni même un pronostic. Elles reposent sur un double constat. D'une part, il existe en France, objectivement, des facteurs de danger, renforcés par la crise, dans les domaines de la politique, de l'idéologie et de la violence. D'autre part, si la gauche, tirée

et pilotée par l'extrême gauche, renforçait ses positions ou accédait au pouvoir, ces dangers seraient fortement aggravés, dans certains cas par faiblesse et inconscience, dans d'autres cas de propos délibéré.

Il nous appartient d'écarter ces dangers en refoulant la gauche.

LA RIPOSTE AU SERVICE DE LA FRANCE

En vérité, l'action pour nous sortir de la crise et le combat contre la gauche sont étroitement et doublement liés, dans la mesure où la crise offre des occasions favorables à la gauche et où la victoire de la gauche aggraverait la crise. Pour être très prosaïque, il est évident que la prolongation de la crise compromettrait fortement la victoire de la droite lors des prochains scrutins. La baisse de Nicolas Sarkozy dans les sondages s'explique par la corrélation que beaucoup établissent, même de façon injuste, entre la détérioration de la situation et la responsabilité des dirigeants.

Une partie de la tâche ne peut être accomplie que par le président et son équipe gouvernementale. Même à ce niveau de pouvoir très élevé, on est frappé par l'énormité écrasante des forces hostiles et par la relative modicité des moyens dont disposent les gouvernants : on pense à une fragile embarcation affrontant une terrible tempête dans les quarantièmes rugissants. Dans une telle situation, il faudrait une bonne dose de mauvaise foi pour ne pas rendre hommage à l'action remarquable menée par Nicolas Sarkozy. On a peut-être oublié un peu facilement qu'il a été le premier chef d'Etat sur la brèche au

moment où la rapidité de réaction était essentielle, et surtout que, dans cette course affolante, il a su prendre avec sang-froid les mesures les plus judicieuses et les faire accepter par nos partenaires. Certains économistes sourcilieux reprochent au président de ne pas ménager assez l'avenir à long terme. Ils oublient que, si le navire avait coulé, on n'aurait plus eu à se soucier de l'avenir et qu'il ne s'agit pas de résoudre sur le papier un problème d'économie théorique en appliquant les règles canoniques. Ils auraient été mieux avisés d'être plus lucides et plus constructifs plus tôt. La situation appelle des mesures globales, c'est-à-dire politiques et oblige à faire preuve d'un pragmatisme de tous les instants.

Dans d'autres pays, la gravité de la crise a, sinon suscité l'union sacrée, du moins mis une sourdine aux polémiques de l'opposition. En France, au contraire, la gauche a fait preuve de sa lamentable médiocrité en essayant d'exploiter une occasion d'affaiblir le président et son gouvernement, sans souci de l'intérêt national. Mais que dire de certains électeurs de droite qui, dans les sondages, ont voulu manifester leur mauvaise humeur à l'égard de Nicolas

Sarkozy pour des raisons épidermiques et subalternes ? Cette preuve d'inconscience et d'irresponsabilité est affligeante.

Si essentielle que soit l'action au sommet de l'Etat, elle ne saurait dispenser les citoyens de prendre leur part de l'ouvrage. Pour nous qui n'avons, évidemment aucune prise sur les forces économiques mondiales, la part qui nous incombe en fonction de la situation présente est conforme à notre vocation et à notre expérience. Elle consiste à faire front contre les dangers spécifiques que représente la gauche dans sa configuration présente. Son action consiste dès maintenant à essayer de gagner la bataille des idées en travestissant la situation réelle : il nous appartient d'arracher les masques et de restituer ses droits à la vérité (nous avons déjà commencé). Sa force offensive réside dans ses militants convaincus et bien implantés sur divers terrains : ces termes pourraient aussi s'appliquer à nous. Dans les temps troublés dans lesquels nous entrons, les avant-postes sont occupés par des minorités agissantes. Nous avons en la matière une responsabilité que nous n'esquiverons pas.

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE (Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution)

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville
Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
Date et lieu de naissance Je souhaite être adhérent , adhérent actif ou militant ?
Profession

Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.

Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :

120 € ou plus 80 € 50 € 30 €

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :

Cotisation de membre et abonnement au journal : 50 € Cotisation couple : 50 € Cotisation simple : 30 € Cotisation chômeur : 15 €

Cotisation pour la carte de membre donateur : 100 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 200 €

Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 200 € simple 50€

Date

Signature

À renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

MIL : LA DROITE CIVIQUE, GAULLISTE ET PATRIOTE